

monétaire sur le volume des biens. Je me rappelle, sauf erreur, que ces cinq dernières années, il y a eu une pénurie d'argent et un excédent de biens. L'argent a été rare. Il n'a jamais été assez abondant pour réaliser les objectifs et les programmes des sociétés. En même temps, nous avons une poussée inflationniste qui s'accroîtra en 1966 et annulera pratiquement les intérêts que rapportent les placements des personnes à revenus fixes.

En conséquence, j'aimerais que le ministre sache que le principe dont il s'inspire—comme tout le monde—et selon lequel une réserve d'argent supérieure au volume des biens provoque l'inflation, peut n'être pas nécessairement correct, et c'est au ministre et à son ministère de réexaminer minutieusement ce principe.

Pendant que je parle des principes tenus pour inviolables—ou les principes sacro-saints—il me vient à l'esprit le second rapport du conseil économique. Vous conviendrez avec moi, monsieur l'Orateur, que le second rapport indique apparemment que le Canada et les Canadiens se préoccupent énormément du rendement de notre production. D'une façon générale, cela préoccupe tout le monde, et le rapport mentionne certains problèmes éducatifs. Mais on insiste toujours sur la production.

Je doute que ce soit l'élément le plus important dont il faille tenir compte. Au fait, à mon avis, le problème le plus important qui se pose au Canada à l'heure actuelle a trait à la distribution plutôt qu'à la production. En d'autres termes, ce qui m'inquiète, ce n'est pas de tenir tête à la situation avec toute l'efficacité possible, mais de ce que ceux qui produisent les biens ne gagnent pas assez d'argent pour les acheter, à moins de recourir au crédit à la consommation.

D'après les données statistiques qui ont été fournies au comité du crédit à la consommation, il appert que, vers la fin de l'année, chaque famille profitant du crédit à la consommation aura des dettes d'environ \$3,200. D'après les chiffres du Bureau fédéral de la statistique, le revenu disponible d'une famille moyenne au Canada s'établit à environ \$500. Or, les seuls intérêts de la dette des consommateurs s'élèvent à environ \$600. En d'autres termes, 75 p. 100 des familles canadiennes utilisant le crédit aux consommateurs ont des revenus disponibles insuffisants pour acquitter l'intérêt du principal emprunté et elles n'ont absolument aucun pouvoir d'achat à moins de continuer à emprunter de l'argent. Le ministre conviendra que dans un tel cas, elles ne craignent pas l'inflation. Qu'un particulier se voie contraint d'hypothéquer son revenu me préoccupe beaucoup plus que l'ef-

ficacité de la production, bien que celle-ci revête de l'importance.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de vous dire pourquoi il importe que le ministre oriente sans tarder son ministère selon de nouveaux principes. Le ministère des Finances devra donner le ton en établissant les normes et les règles en vertu desquelles notre pays pourra s'épanouir. Depuis la guerre, grâce à l'avènement de la télévision et à la réclame touristique, les Canadiens se sont rendu compte d'une foule de choses qui ont toujours existé mais qui leur avaient échappé jusque-là. Les Canadiens ont vu de leurs propres yeux d'énormes quantités de matières premières. Ils ont constaté qu'une partie de l'énergie électrique produite au Canada demeure inutilisée alors que d'autres pays en sont privés. Nous avons une voie maritime qui pénètre jusqu'au cœur du continent et qui fait l'envie des habitants d'autres pays. Nous comptons d'innombrables lacs inexplorés mais qui nous fournissent de l'eau potable alors que d'autres nations sont assoiffées. Nous avons de l'énergie atomique et de l'uranium, peut-être le monopole mondial de l'énergie. Notre main-d'œuvre est nombreuse et nous avons assez d'aliments pour nourrir le monde entier. Tous les Canadiens sont aujourd'hui au courant de ces réalités.

Étant donné toutes nos ressources et ayant constaté ce que d'autres pays ont accompli avec un dixième des ressources et de la main-d'œuvre du Canada, les Canadiens ne réclameront rien moins que la grandeur; non pas la grandeur au sens ancien du mot, mais au sens d'une société entièrement renouvelée. Par conséquent, le ministre et ses fonctionnaires doivent créer une ambiance qui tiendra compte des désirs des Canadiens. Ce ne sera pas une tâche facile, car quelles que soient les nouvelles idées proposées par le ministre, il doit en quelque sorte les concilier avec les théories économiques formulées dans d'autres pays. Je le répète, ce ne sera pas facile, ce sera même difficile et nous devons nous mettre à l'œuvre.

J'ai déjà parlé du problème que pose la distribution. Il est assez difficile de faire face au problème des profits qui provoquent la diminution du revenu des salariés par rapport aux recettes découlant de la production; les profits ont tendance à s'accumuler au même endroit au lieu d'être répartis à une vaste échelle. Afin d'empêcher les filiales de transmettre leurs profits à l'étranger, il est indispensable que les Canadiens achètent des actions de ces filiales.

À mon avis, nous devons envisager le problème sous trois angles. En premier lieu, personne, je crois, ne conteste qu'il y a lieu de